

Une campagne de Labour Start

Géorgie : Briseurs de grèves, casseurs de syndicats, esclavagistes modernes...

jeudi 1er décembre 2011, par [LabourStart](#) (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2011).

Une campagne de Labour Start en partenariat avec la Confédération Syndicale Internationale, représentant 175 millions de travailleurs dans 151 pays et territoires et 305 affiliés nationaux.

Les travailleurs géorgiens subissent de graves répressions anti-syndicales non seulement de leurs employeurs mais aussi du gouvernement. La dernière attaque a lieu à Hercules Steel, une « joint-venture » entre la Géorgie et l'Inde à Kutaisi (Géorgie). Les travailleurs ont formé un syndicat, le 4 août 2011. L'employeur a refusé de le reconnaître et aussitôt licencié ses six dirigeants. L'employeur refusant toute solution négociée, les travailleurs n'ont pas eu d'autre choix que de faire grève, certains entamant une grève de la faim. Le 15 Septembre, une force d'intervention comptant 50 véhicules de police aux ordres du gouverneur a pris d'assaut l'usine dispersant les grévistes et arrêtant 40 d'entre eux. Des représentants de la direction accompagnés de policiers se sont alors chez les ouvriers exigeant leur retour au travail sous peine d'arrestation. La police a également obligé les détenus à signer des déclarations promettant de ne pas protester et de retourner au travail immédiatement. Au cours de conflit, il est apparu que plus de 100 travailleurs migrants indiens, forcés de vivre dans des conditions de vie sordides, sont victimes de l'esclavage moderne. Leurs passeports retenus, ils ne peuvent mettre fin à leur contrat avant son terme et sont obligés de travailler dans des conditions d'extrême pauvreté. Nous exhortons le gouvernement géorgien à intervenir dans cette affaire pour garantir que les droits nationaux et internationaux des travailleurs géorgiens et indiens soient pleinement respectés.

Lettre

Je suis profondément choqué par les violations flagrantes des droits humains et syndicaux à Hercules Steel à Kutaisi en Géorgie. Le licenciement de dirigeants syndicaux et membres fondateurs d'un syndicat est une grave violation du droit international à la liberté d'association. De même, le refus de négocier avec un syndicat légalement constitué est une violation claire du droit à s'organiser et de négocier collectivement. Le rôle du gouvernement dans cette situation aurait dû être celui d'un médiateur. Au lieu de cela, le gouvernement local, non seulement tolère ces actions illégales mais favorise les objectifs de l'entreprise par l'utilisation des forces de police. Je suis

également choqué d'apprendre que plus de 100 travailleurs indiens pourraient avoir été soumis à la traite et au travail forcé. Malheureusement, ce cas est seulement une des nombreuses et graves violations commises par les employeurs et le gouvernement en Géorgie ces dernières années. J'exhorte le gouvernement à mettre un terme à ces violations et de s'engager à respecter les droits consacrés dans la Déclaration de l'OIT sur les principes et droits fondamentaux au travail, ainsi que les conventions de l'OIT qu'il a ratifiées.

Pour signer et envoyer :

http://www.labourstart.org/cgi-bin/solidarityforever/show_campaign.cgi?c=1104

Voir en ligne : [Pour signer et envoyer :](#)